

haut degré de radicalisation politique qui le fera entrer en conflit direct avec le régime.

La perspective la plus probable, déjà indiquée par nous depuis plusieurs mois, c'est un durcissement considérable du régime gaulliste. Comme nous l'avons toujours dit, durcissement ne signifie pas stabilisation et consolidation. Au contraire, c'est précisément par manque de stabilisation et de consolidation que le régime gaulliste est poussé à lâcher ses aspects paternalistes et à adopter un aspect de plus en plus répressif.

Le signe le plus net de cette tendance a été donné par la manifestation du 19 décembre (1) dirigée contre l'O.A.S., le pouvoir n'a pas voulu tolérer cette manifestation et il a employé à son égard des méthodes répressives plus sévères encore que celles employées dans la période du référendum approuvant la V^e République.

Si nous avons souligné la faiblesse de l'O.A.S. et insisté sur le danger d'un durcissement du gaullisme, cela ne signifie pas qu'il faille sous-estimer l'O.A.S. Mais il faut surtout comprendre qu'on ne peut lutter contre l'O.A.S. sans lutter contre le gaullisme. C'est là le principal problème politique auquel le mouvement ouvrier a à faire face, qu'il y ait ou non une tentative de putsch de la part de l'O.A.S.

✱

La puissance de la révolution algérienne a favorisé une certaine ranimation politique en France. Elle avait atteint en premier lieu la jeunesse et surtout la jeunesse universitaire. Le premier témoignage en avait été la manifestation d'octobre 1960 à la Mutualité.

La prolongation de la guerre d'Algérie et l'activité de l'O.A.S. ont eu depuis lors les effets suivants :

- une ranimation politique plus étendue et plus profonde, atteignant déjà une partie de la classe ouvrière,
- le développement de courants pour l'unité d'action de la classe ouvrière,
- la mise à l'ordre du jour de questions comme l'autodéfense et l'armement,
- une meilleure compréhension du gaullisme.

Il serait erroné d'exagérer l'étendue de ces phénomènes...

... Par comparaison avec la manifestation d'octobre 1960 de l'U.N.E.F., la manifestation du 19 décembre indique les progrès accomplis, mais témoigne en même temps de toutes les insuffisances et carences par rapport aux exigences de la situation.

Un aspect cependant positif de la manifestation, c'est qu'elle a contribué à faire réfléchir nombre de ses participants sur les lacunes politiques.

Le courant pour le front unique a été incontestablement renforcé, en raison des activités de l'O.A.S. et il suffit de lire à ce sujet les craintes de la droite classique.

Mais les obstacles sont encore nombreux pour une réalisation du front unique, et même d'accords un peu plus larges en dehors d'un déclenchement d'une action fasciste.

Tout d'abord, à la différence de l'avant-guerre, il n'y a pas de combinaison de politique internationale qui puisse amener une aile tant soit peu consistante du capitalisme français à une alliance avec la bureaucratie soviétique. Le conflit est-ouest est un obstacle au front unique, à moins d'une formidable poussée des masses qui déborde les directions et qui les amène à s'entendre pour en reprendre le contrôle. Nous sommes encore très loin de cela.

Il y a même dans le PS et dans F.O. des ailes hyper-réactionnaires pour lesquelles l'O.A.S. est ou serait un « moindre mal » par rapport aux communistes.

... Comme c'est constamment le cas depuis la Libération,

c'est la politique de la direction du PCF qui joue un rôle prépondérant dans la situation et, par suite, dans les carences du mouvement ouvrier français.

En premier lieu, bien que la direction du PCF ait abandonné ses vieilles positions sur la question algérienne, son soutien au peuple algérien n'a absolument rien d'une **alliance** entre le prolétariat français et les masses algériennes. A aucun moment la direction du PCF n'a présenté le mouvement en Algérie comme une **révolution**, à plus forte raison ne parle-t-elle pas de ses tendances socialistes. Et, pas plus que par le passé, il n'est question d'une véritable aide à la révolution algérienne.

La direction du P.C.F. a comme programme la « démocratie renouée », c'est-à-dire une politique dans laquelle le prolétariat sert d'appoint à une aile (laquelle en l'occurrence ?) de la bourgeoisie. Mais cela ne veut pas dire qu'elle, direction du P.C.F., serve d'appoint aux partis de la démocratie bourgeoise et de la social-démocratie : elle veut mener sa politique de « démocratie renouée » à égalité avec ces partis. D'où des manœuvres plus ou moins subtiles, la participation ou la non participation à certaines manifestations, l'organisation dans certains cas de manifestations propres, limitées, en vue de pouvoir dire que c'est grâce aux communistes que, par la suite...

La direction du PCF ne poursuit pas une campagne systématique pour le front unique, elle n'avance aucun programme pour celui-ci, elle se borne actuellement à exploiter le courant pro-unité d'action qui s'accroît pour essayer de forcer la main à des partenaires éventuels. D'une façon générale, elle se garde bien de proposer une politique dirigée dans le sens d'une lutte dans la perspective du renversement du régime.

✱

Un des aspects de l'évolution de la situation consiste dans le fait que l'organisation de l'autodéfense et l'armement sont des questions qui se sont trouvées soulevées largement, au point que même les partis de la démocratie bourgeoise et petits bourgeois ont dû les mettre à l'ordre du jour. Quel contraste avec le fait que la direction du PCF inscrit toujours dans ses thèses la « théorie » des voies pacifiques et parlementaires vers le socialisme !

La question avait surgi inopinément le 22 avril 1961 à la suite de l'appel de Debré contre un débarquement de parachutistes. Mais ce sont les violences de l'O.A.S. et aussi l'attitude de la police le 19 décembre, qui ont donné du relief à ces questions.

Notre politique en ces matières a été définie dans notre brochure « Après de Gaulle ? » Il faut en premier lieu une politique qui prépare les ouvriers à la lutte physique, à la lutte armée. Il faut armer les ouvriers du désir de s'armer, pour reprendre la phrase de Lénine.

Ceci dit, aucune politique ne peut rester dans des termes généraux. Nous ne pouvons soutenir certaines tendances qui échafaudent des plans romantiques, qui sont les secrets de Polichinelle. Mais nous devons soutenir les tendances qui existent à la base de groupes de militants qui se connaissent, qui se préparent, qui se rassemblent, le tout en vue d'aboutir à des organisations soutenues par les formations (partis, syndicats...), mais qui soient dirigées et contrôlées par ceux qui en sont membres.

✱

(1) Depuis l'adoption de cette résolution, la répression du 8 février a encore confirmé cette tendance.